

L'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

mardi
30 décembre 1975
No 398

1,50 F

B.P. 61
75361 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 La Source

Commissariat paritaire
No 47 291

8 ANS JOUR POUR JOUR APRES LA
FONDATION DU PARTI COMMUNISTE
MARXISTE-LÉNINISTE DE FRANCE

Une nouvelle étape...

Voici donc aujourd'hui l'Humanité rouge dans son nouveau format, tiré sur rotative et fabriqué dans les mêmes délais que n'importe quel quotidien.

C'est pourquoi avec cette édition du mardi 30 décembre nous pouvons dire que nous franchissons une nouvelle étape dans ce combat si important engagé il y a plus de dix ans pour redonner à la classe ouvrière un journal de classe, un journal révolutionnaire, un journal de parti. Depuis notre décision de lancer un quotidien voici moins d'un an, que de chemin parcouru ! D'étape en étape avec le soutien de tous nos camarades et lecteurs, nous avons progressé vers la fabrication d'un vrai quotidien, en mesure de battre en brèche sur tous les plans le monopole de la bourgeoisie et de ses agents dans les rangs ouvriers, les dirigeants révisionnistes du faux parti communiste.

Car tel est notre premier but correspondant à une nécessité primordiale du combat de la classe ouvrière de France : briser le monopole réactionnaire sur l'information, faire pièce aux mensonges et à la propagande de soumission servile que répandent la grande presse financée par les banques, l'Etat capitaliste ou encore l'une ou l'autre des deux superpuissances.

Mais là n'est pas pourtant le caractère particulier le plus important de notre quotidien.

Notre Humanité rouge, en effet, est avant tout un quotidien de classe, un quotidien qui ne se soucie pas et ne cachera jamais de défendre le point de vue des pauvres contre les riches, le point de vue d'un parti prolétarien contre le point de vue de différents clans bourgeois qu'ils soient de « droite » ou de « gauche ». En d'autres termes, nous servons de tribune à la ligne politique et idéologique du Parti communiste marxiste-léniniste de France, puisque nous en approuvons les bases fondamentales, même si l'Humanité rouge ne peut être l'organe central organisationnel de ce parti interdit depuis le 12 juin 1968.

Pour autant nous désirons développer tous nos efforts contre le sectarisme et nous ne manquons donc jamais de souligner et d'encourager tout ce qui contribue à l'existence d'un parti marxiste-léniniste unique, même si nous savons qu'une telle victoire pour la classe ouvrière n'est possible qu'à travers un processus de lutte entre deux conceptions du monde, entre deux classes.

Car il ne suffit pas d'être un quotidien de parti, encore faut-il maintenir et enrichir son contenu ouvrier. A cet égard il est bon que tous nos lecteurs sachent que notre journal compte avant tout sur ses propres forces pour paraître. Il ne fait pas et ne peut faire appel aux fonds de la bourgeoisie mais seulement aux soutiens de la masse des opprimés. En même temps, sa confection est le fruit d'un travail collectif de rédacteurs, administrateurs, travailleurs de l'imprimerie, tous militants placés dans des conditions de vie très modestes avec un salaire égal pour tous, et aussi des contributions de ses correspondants et lecteurs qui, partout en France, appartiennent aux couches laborieuses de la population. C'est d'ailleurs toujours dans ce souci de ne pas perdre le contenu de classe ouvrier que notre comité de rédaction est composé à 60 % d'ouvriers pour la plupart. D'ailleurs frappés par le patronat et ses agents dans des combats de classe.

Pour toutes ces raisons l'Humanité rouge mène et mènera une lutte sans équivoque contre la bourgeoisie et les deux superpuissances, pour la révolution prolétarienne et l'indépendance nationale.

Chacun mesurera l'importance de notre progression régulière dans le domaine de l'information à l'heure où les facteurs de la révolution et de la guerre grandissent en même temps en France, comme ailleurs en Europe.

Voilà bien des raisons, camarades, lecteurs, pour que nous vous invitons à ne pas relâcher votre effort de soutien.

Le 12 janvier nous serons diffusés dans les kiosques partout en France et nous devons avoir les reins solides pour supporter les conditions de la diffusion commerciale à l'échelle du pays.

Alors aidez notre, votre journal. Contribuez à son information, participez à sa rédaction, envoyez-lui votre souscription, si modeste soit-elle.

Participez activement à la campagne que nous avons lancée pour recueillir les 25 millions qui nous sont nécessaires avant le 15 janvier.

Henri JOUR
Rédacteur en chef

RENAULT DEUX ATELIERS EN GREVE

CONTRE LES BRIMADES ET L'ACCELERATION DES CADENCES

A LA SUITE D'UN TRAGIQUE ACCIDENT DE LA ROUTE

Notre camarade ANDRE CUISINIER est mort

Ses obsèques ont lieu lundi à St. Genis Laval (Lyon)

Mercredi 24 décembre, dans la soirée, notre camarade André Cuisinier est mort tué dans un accident de la route. Son beau-frère Pierre Dagron à ses côtés a dû être hospitalisé dans un état très grave à la Pitié Salpêtrière à Paris.

Le camarade André Cuisinier était l'époux de la camarade Camille Granot.

Tous ceux qui connaissent

André Cuisinier et son esprit révolutionnaire marxiste-léniniste partageront aujourd'hui la douleur et le deuil de sa famille.

Nous sommes persuadés que tous nos camarades et amis qui connaissent la famille d'André Cuisinier et de Pierre Dagron sauront leur apporter leur soutien dans la pénible épreuve qu'elles endurent aujourd'hui.

A la veille des fêtes, 2 ateliers de Renault-Billancourt étaient en grève, l'équipe A et B du 12-50 (grandes presses de l'aval dans l'île Seguin) et l'équipe B du 74-77 (retouches, Bas-Meudon).

A l'origine de la grève des presses : des déplacements trop fréquents et les brimades d'un chef. Les travailleurs exigent le déplacement de celui-ci.

A l'origine de la grève du Bas-Meudon : l'accélération des cadences et les brimades d'un chef. Les travailleurs exigent le déplacement de celui-ci.

(Informations p. 5)

25
MILLIONS
POUR LE
15 JANVIER

POUR EXPRIMER
VOTRE SOUTIEN
AUX TRAVAILLEURS
EN LUTTE



LE 29 DÉCEMBRE AU MATIN, LA SOUSCRIPTION
A ATTEINT 3,5 MILLIONS D'ANCIENS FRANCS

Sommaire

A FOS-COSSOUL, les cheminots veulent des actions de plus grande envergure p. 4

LIBAN : Un calme fragile est rétabli à Beyrouth p. 2

A SAINT-ETIENNE : La fête de l'immigration a été un succès ... p. 6

DOCUMENT : « Quand les Hitlériens eurent peur du peuple albanais p. 8



**nouvelles
du monde**

**A MAYOTTE
LES MANIFESTATIONS
CONTRE L'OCCUPATION
FRANÇAISE SE DÉVELOPPENT**

Selon des informations en provenance de Moroni, la capitale des Comores, de nouvelles manifestations anti-françaises et proindépendantistes, viennent de se dérouler à Mayotte. La radio de l'archipel fait état d'incidents dans la ville de Labattoir et d'affrontements entre gendarmes français, Légion étrangère et manifestants dans plusieurs villages. Ces incidents auraient fait de nombreux blessés et peut-être même, des morts.

Le Conseil exécutif national des Comores, qualifié de «grave» la situation actuelle à Mayotte et lance «un appel pressant à l'OUA, à l'ONU, à toutes les organisations internationales... pour condamner les actes d'agression perpétrés par les militaires français contre les Comoriens de Mayotte». Il exige «le retrait immédiat et inconditionnel des forces de destruction françaises stationnées sur le sol comorien de Mayotte.»

**TIMOR :
LES COMBATS
SE POURSUIVENT**

Des combats violents, caractérisés par une nouvelle offensive de forces indonésiennes se sont poursuivis ce week-end dans la partie occidentale de Timor, l'ancienne colonie portugaise, indique un message radio émanant des dirigeants du FRETILIN (Front révolutionnaire pour la libération de Timor-Est).

Ce message, qui intervient quelques jours après la motion du Conseil de sécurité de l'ONU demandant à l'Indonésie de retirer ses troupes de Timor est un appel à l'aide internationale. Alors que les troupes d'agression indonésiennes qui ont investi la capitale Dili, s'efforcent de faire croire qu'elles ont la situation bien en mains, le FRETILIN révèle qu'elles viennent d'être contraintes de lancer de nouvelles offensives de grande envergure, utilisant des tirs d'artillerie intenses joints à des raids aériens et 30 000 parachutistes et fusiliers-marins, pour tenter de réduire la résistance que leur offre le peuple de Timor.

Les autorités indonésiennes viennent d'ailleurs de refuser de recevoir un observateur de l'ONU ainsi que l'avait demandé le Conseil de sécurité de l'ONU.

**Dans le cadre de ses préparatifs
de guerre accélérés :
L'URSS VIENT DE PROCÉDER
A UNE NOUVELLE
EXPLOSION NUCLÉAIRE**

Une violente explosion nucléaire dans la région sibérienne de Semipalatinsk vient d'être enregistrée par l'institut sismologique d'Uppsala, près de Stockholm (Suède).

Le même type d'explosion, provenant d'essais nucléaires souterrains, avait déjà été enregistré dans la même région le 29 octobre 1975 et le 31 mai 1974.

Elle témoigne de l'intensité avec laquelle les dirigeants du Kremlin poursuivent leurs préparatifs agressifs qui réduisent à néant toute leur propagande sur la «détente».

LIBAN

**ALORS QUE LE CONSEIL NATIONAL PALESTINIEN
RÉAFFIRME SON ATTACHEMENT
A L'UNITÉ ET A LA SOUVERAINETÉ DU PAYS**

**UN CALME FRAGILE
EST RETABLI A BEYROUTH**

Les Libanais voient venir la nouvelle année dans une des périodes les plus tragiques de leur histoire. Toute la semaine passée a été marquée par une nouvelle vague de violences, d'enlèvements et d'exécutions sommaires. Une nouvelle fois pourtant un fragile espoir venait avec la tendance à l'apaisement des combats armés enregistrée au cours du week-end et l'intensification des discussions politiques et diplomatiques. L'Irak, en effet, par la personne de son ministre de l'Information, vient de contacter les autorités libanaises pour une série d'entretiens politiques portant sur la situation au Liban et au Proche-Orient, pendant que le roi Khaled d'Arabie Saoudite se rendait en Syrie en visite officielle.

Il a rencontré à cette occasion le leader de l'OLP, Yasser Arafat, qui s'était rendu spécialement à Damas pour s'entretenir avec lui

«sur le triple plan palestinien, arabe et international». Yasser Arafat devait, à l'issue de cette rencontre, la qualifier de «nécessaire dans les circonstances présentes, en raison de l'existence de plus d'un complot ourdi contre la cause commune des Arabes.»

De son côté le Conseil central palestinien, réuni à Damas, a réaffirmé son attachement à la sécurité et à la souveraineté du Liban ainsi qu'à l'unité de son peuple et de son territoire, et souligné la nécessité de renforcer la solidarité de la résistance palestinienne avec les partis et forces patriotiques et progressistes du Liban.

De tous côtés des voix s'élèvent en ce sens pour dénoncer les forces occultes derrière lesquelles il n'est pas difficile de reconnaître la main des deux superpuissances américaine et soviétique, qui s'acharnent à

souffler sur le feu et à raviver la tension. Ce sont elles que Raymond Eddé, chef du parti du bloc national libanais a mis explicitement en accusation, évoquant le risque de «chyprianisation» du conflit. Il vient ainsi d'affirmer sa conviction que «le Liban est l'objet d'un complot dont l'objectif est la fin de la coexistence islamo-chrétienne qui, à maintes reprises, a été donnée en exemple à plus d'un pays, et, récemment encore, à Israël».

C'était également le sens de la démarche entreprise par les étudiants libanais en France qui, le jour de Noël, occupaient pacifiquement leur ambassade à Paris, pour inviter leurs concitoyens «à mettre un terme aux tueries, à affirmer leur attachement à l'unité nationale et à s'opposer au confessionnalisme, élément de division, pour que s'instaure la confiance entre tous les membres du peuple libanais.»

L'attentat contre l'OPEP à Vienne

**L'URSS DERRIÈRE L'OPERATION
selon un journal koweïtien**

L'attaque, dimanche dernier, du siège de l'OPEP à Vienne aurait été conçue par les Soviétiques et exécutée par les services de renseignements cubains et syriens, affirme dimanche le journal Al-Syassa.

Dans une correspondance particulière datée de la capi-

itale égyptienne, le quotidien koweïtien indique que l'opération de Vienne est un «coup de patte» adressé par les Soviétiques aux Américains.

Citant des «milieux politiques du Caire», Al-Syassa ajoute que l'on s'attend, dans la capitale égyptienne,

à des opérations du même genre dans la région du Golfe et du Liban.

«Les combats au Liban ont pour objectif de favoriser l'avènement d'un régime qui serait à la remorque de l'Union soviétique», écrit le journal.

DEUIL NATIONAL EN ALBANIE

après le décès du président de l'Assemblée populaire albanaise

Le camarade Iljas Reka, président de l'Assemblée populaire albanaise, membre de la commission de contrôle et de révision du Parti du travail et premier secrétaire du comité du Parti du district de Lushnja, est mort samedi à l'âge de 51 ans, annonce dimanche l'agence albanaise d'informations.

Le camarade Iljas Reka

est décédé «des suites d'un infarctus aigu du myocarde» indique l'agence. Un deuil national a été proclamé pour la journée de dimanche sur décision du présidium de l'Assemblée populaire.

La nécrologie publiée par la presse albanaise souligne que Iljas Reka avait participé au mouvement de libération nationale contre l'oc-

cupation fasciste et qu'après la libération il avait mis toutes ses capacités physiques et intellectuelles au service de l'application fidèle des enseignements du Parti et du camarade Enver Hodja, apportant une contribution particulière au renforcement du travail du Parti et du pouvoir en province et au développement de l'agriculture socialiste.

UN SOUS-MARIN RUSSE A FRANCHI LE BOSPHORE DIMANCHE MATIN

Pour la première fois depuis trois ans, un sous-marin soviétique a franchi dimanche matin le Bosphore pour se rendre de la mer Noire en Méditerranée.

Il s'agit d'un submer-

sible portant le numéro 250, accompagné d'un destroyer lance-missiles de la classe «Kashin».

Les deux navires soviétiques franchiront en fin de journée le détroit

de Canakkale (Dardanelles) en vue de poursuivre leur route à destination de la Méditerranée où coirsent déjà plus de 50 navires de guerre russes et autant de l'autre superpuissance.

**APRES LES DECLARATIONS
DE M. IBRAHIM SOUSS
AU «MONDE»**

**L'OLP
REAFFIRME SA
POSITION SUR LA
CREATION D'UN
ETAT PALESTINIEN**

Dans son édition du 26 décembre le journal «Le Monde» publiait une déclaration de M. Ibrahim Souss, observateur de l'OLP auprès de l'UNESCO, laissant entendre qu'un État palestinien pourrait coexister à côté de l'État sioniste d'Israël. M. Farouk Kaddoumi, chef du département politique de l'OLP a désavoué cette interprétation des positions de l'OLP. Il a fait parvenir, par l'intermédiaire du porte-parole de l'OLP en France, M. Ezzedine Kalak, la mise au point suivante :

«Le Monde» du 25 décembre 1975 a publié des déclarations attribuées à M. Ibrahim Souss, observateur permanent de l'OLP auprès de l'UNESCO, en le qualifiant de responsable de notre organisation. Je tiens à vous rappeler que M. Souss n'est habilité à faire aucune déclaration d'ordre politique au nom de l'OLP. Il a pour unique mandat de traiter des problèmes culturels dans le cadre de l'UNESCO.

«Mais ses déclarations à votre journal ayant eu de nombreuses répercussions, je tiens à souligner expressément ce qui suit :

«Les droits nationaux inaliénables du peuple palestinien sont indivisibles. Ce sont ceux du retour à ses foyers, de l'autodétermination sur le sol de sa patrie, la Palestine, l'indépendance et la souveraineté de même que le droit de lutter pour réaliser tous ces objectifs. Une paix durable et équitable ne peut se concevoir qu'avec l'instauration d'un État démocratique sur l'ensemble de la Palestine. Et le premier pas susceptible, aujourd'hui de mener à une telle paix, est un retour de tous les Palestiniens à leur patrie.»

**Angola:
propositions pour
un plan de paix**

L'UNITA (Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola) a proposé un plan de paix pour résoudre la crise angolaise, au maréchal Idi Amine, président en exercice de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), a-t-on appris dimanche à Kampala.

Le plan de paix de l'UNITA préconise notamment un cessez-le-feu immédiat sur tous les fronts sous les auspices de l'OUA, l'envoi en Angola de troupes de différents pays africains sous le commandement de l'Organisation africaine, la démilitarisation de Luanda et l'organisation d'élections contrôlées par l'OUA. L'UNITA propose également que le comité de défense de l'OUA aide les mouvements angolais à former une armée nationale.

L'UNITA dénonce d'autre part l'intervention soviétique en Angola ainsi que celle d'autres pays. L'UNITA, dit encore le message, est prête à négocier une paix qui permettrait au peuple angolais de profiter enfin des résultats de sa lutte victorieuse contre le colonialisme portugais.

Le PCF, l'URSS et les libertés

LE MIROIR AUX ALOUETTES

«C'est avec des idées qu'on se bat contre des idées, pas par la répression» peut-on lire dans l'éditorial de «L'Humanité dimanche». Les dirigeants du PCF poursuivent ainsi leur campagne destinée à les faire passer pour de «grands démocrates». Et sur les antennes de radio comme dans les colonnes de la presse bourgeoise on s'extasie sur les réserves que le PCF est amené à faire sur quelques aspects de la dictature fasciste qui règne en URSS.

Tout cela appelle quelques remarques : d'abord il est tout de même bon de rappeler que si la réalité du fascisme en URSS est de mieux en mieux connue, ce n'est sûrement pas aux dirigeants du PCF qu'on le doit. Au contraire, ceux-ci ne cessent de chercher à faire croire qu'en URSS il y a «un approfondissement continu de la démocratie». Ils ont tout fait et font tout pour que la vérité soit dissimulée. Malgré cela, cette vérité apparaît avec de plus en plus de clarté dans notre pays. Alors que peuvent faire les dirigeants du PCF ?

Dire qu'ils approuvent les camps de concentration, les asiles psychiatriques ? Ce serait pour le moins gênant pour le crédit de ce parti qui se prétend celui des libertés.

Les dirigeants du PCF n'ont guère le choix. Ils ne peuvent que feindre la réprobation quand des crimes viennent à être trop voyants. La politique d'un parti se juge à ses actes. En ce qui concerne le PCF, ce sont les

suivants. Il cherche à dissimuler autant que possible le vrai visage de la dictature qui opprime les peuples soviétiques. Et en France, on ne compte plus les agressions auxquelles ont eu recours ses hommes de main pour tenter de faire taire les marxistes-léninistes, les travailleurs qui s'opposent à lui. Récemment encore, un journaliste a été agressé à trois reprises par des membres du service d'ordre de la CGT pour tenter de l'intimider et de lui imposer silence. Quand un parti agit ainsi alors même qu'il n'est pas au pouvoir, qu'on imagine ce que cela pourrait être s'il contrôlait l'État. Voilà ce qu'il en est de ce prétendu «parti des libertés». Jamais vous ne rencontrerez un parti bourgeois qui se dise ennemi des libertés, tous se proclament «défenseurs des libertés». Le PCF n'échappe pas à la règle.

Quant à l'indépendance du PCF vis-à-vis de l'URSS qu'en est-il ?

En 1968, quand les chars de Brejnev ont envahi la Tchécoslovaquie, il a feint une fois encore la réprobation. Il ne pouvait faire autrement. Mais aujourd'hui, alors que ces chars et ces troupes occupent toujours ce pays et y imposent leur ordre fasciste, les dirigeants du PCF vantent le «bonheur» de cette Tchécoslovaquie.

Ils sont dans notre pays les haut-parleurs de la propagande soviétique sur la «détente» qui ne vise qu'à dissimuler les préparatifs de guerre, qu'à endormir

la vigilance des peuples de l'Europe de l'Ouest. Leur action, leur propagande sont pour l'essentiel conformes aux ambitions de la superpuissance soviétique. Leur prétendu «attachement aux libertés» et leur

«indépendance» sont comme ces miroirs destinés aux alouettes. Celles qui s'y font prendre se rendent compte trop tard qu'il s'agissait d'un piège.

Jacques Jurquet

La révolution nationale algérienne et le Parti Communiste Français

déjà sortis : tomes 1 et 2

ÉDITIONS DU CENTENAIRE

24 Rue Philippe de Girard, 75010 Paris Tél. : 202-87-05

Un livre d'Edmond Siméoni

La vérité sur Aléria

Depuis le mois d'août, Edmond Siméoni est incarcéré à la prison de Fresnes sur l'ordre de la Cour de sûreté de l'État, à la suite des événements survenus à Aléria. C'est pour faire connaître la vérité sur ces événements que ce livre, «Le piège d'Aléria», a été écrit par l'épouse d'Edmond Siméoni avec les indications fournies par ce dernier.

C'est le mécanisme d'une vaste provocation destinée à écraser le mouvement populaire en Corse qui est analysé et dénoncé.

Les raisons de la colère corse sont solides. La Corse qui comptait en 1900, 300 000 habitants tous originaires de l'île, n'en compte plus aujourd'hui que 220 000 dont 120 000 originaires de l'île. C'est là le résultat de l'exil auquel ont été contraints les jeunes Corses.

La Corse, il y a un siècle, produisait plus de 2 000 produits. Aujourd'hui, plus rien. Les paysans corses sont réduits à la misère et à la disparition tandis que les terres fertiles sont remises à d'anciens colons d'Algérie et à des trafiquants qui en quelques années ont édifié des fortunes.

L'histoire de la Corse, l'enseignement et l'emploi de sa langue sont empêchés. Voilà quelques-unes des raisons de la colère de la population corse, qui expliquent l'importance d'un mouvement comme l'ARC qui en août 75 à l'occasion de son congrès rassemblait 8 000 militants et sympathisants.

LES ORIGINES D'ALÉRIA

se produit une escroquerie sur le vin, connue du ministère de la Justice, des services gouvernementaux et que l'on veut étouffer. Cette escroquerie sera à l'origine d'Aléria. Elle menace de ruine des centaines de paysans petits et moyens. C'est pour dénoncer le scandale que le 21 août quelques militants de l'ARC occupent la cave d'un de ces trafiquants, Depeille. Des fusils de chasse sont amenés pour montrer la détermination des occupants. Mais il n'est nullement question de s'en servir. Le seul objectif est de faire connaître le scandale. Les occupants demandent en particulier la redistribution sous forme communautaire des 2 000 ha et des caves des escrocs aux paysans corses les plus pauvres. Il est prévu de tenir une conférence de presse et un grand meeting populaire. L'occupation ne devait durer que trois jours.

LE POUVOIR CHOISIT L'AFFRONTEMENT

Mais bien vite, il apparaît que le gouvernement a choisi

politique intérieure

Un responsable du PCI cherche à expliquer le «compromis historique»

CONTORSIONS REVISIONNISTES

«Le quotidien de Paris» de ce lundi publie les propos d'un représentant du parti révisionniste italien présenté comme responsable de la

propagande audio-visuelle. Ce monsieur s'applique à expliquer la tactique du «compromis historique», d'alliance avec le parti démocrate-chrétien. Et voici ce qu'il dit : «La démocratie-chrétienne est un parti populaire, avec une base ouvrière large, qui se trompe sur sa propre nature : depuis toujours, elle fait la politique de la bourgeoisie.»

Autrement dit, la démocratie-chrétienne est un parti «populaire» qui ne sait pas qu'il est «populaire»... et par conséquent pratique une politique bourgeoise.

Quelle gymnastique, n'est-ce pas, sont obligés de faire les révisionnistes pour justifier leur alliance avec des partis ouvertement bourgeois !



Bastia, le 28 août, les forces de répression occupent la ville.

la voie de l'affrontement. Des mensonges sont diffusés par la radio à la France entière. Le téléphone est coupé, preuve tangible de la volonté du gouvernement de refuser toute négociation. Dans la nuit des centaines de gendarmes et CRS surarmés, avec des hélicoptères, des automitrailleuses débarquent en Corse, contre une poignée d'hommes qui occupent une cave à Aléria. Le pouvoir a choisi la répression sanglante, il veut écraser le mouvement populaire en Corse. Une délégation de paysans, venus pour négocier avec le sous-préfet est délibérément retardée. Un de ses membres sera blessé par balle par les CRS lors de l'assaut. Le gouvernement a tout fait pour qu'il n'y ait pas de négociation possible, pour que l'affrontement sanglant ait lieu. A 16 heures 15, CRS et gendarmes ouvrent le feu sans que les occupants répondent durant deux minutes. Un des occupants est gravement blessé, il a un pied arraché. Les occupants ont riposté avec leurs fusils de chasse. Deux attaquants sont tués, dans des conditions surprenantes, hors de portée des fusils de chasse. Et il faut bien se demander s'ils n'ont pas été victimes des armes de leurs collègues. Ainsi

s'est déroulé ce que Siméoni appelle «le piège d'Aléria». La vérité est rétablie et la responsabilité du gouvernement écrasante.

Le réquisitoire qu'est ce livre se termine sur ces mots : «La répression a toujours engendré des vocations nouvelles. Certains ont voulu qu'Aléria fût une fin. C'est en fait le commencement de la lutte du peuple corse en légitime défense.»

Cet ouvrage qui accuse le gouvernement, accuse également la prétendue gauche et ces soi-disant communistes qui, le 23 août, insultaient les militants de l'ARC.

Il expose les motivations profondes de ces militants courageux mais qui à notre avis entretiennent une illusion. Ils croient que l'autonomie, dans le cadre de la République capitaliste française, permettrait de résoudre les problèmes de la Corse. Quant à nous, nous sommes convaincus que la révolution prolétarienne en France, la destruction de l'État capitaliste, le socialisme sont la seule issue pour la Corse comme pour toute la France. C'est à cela que là-bas, comme ici, ensemble il faut œuvrer. C'est là une question sur laquelle nous aurons à revenir.

En Alsace, une publication fait l'apologie du massacre d'Oradour

«Présenter Oradour comme un exemple de la barbarie nazie c'est se moquer du monde. Parallèlement, la glorification de la Résistance, qui, par son impertinence, son indiscipline et son irresponsabilité a créé des situations qui constituaient pour les officiers allemands autant de devoir de répression est bien davantage qu'une

Ces lignes, faisant l'apologie la plus grossière des crimes nazis sont extraites d'une publication paraissant en Alsace sous le nom d'«Elsas». Que, trente ans après, de tels torchons puissent paraître librement et des nostalgiques d'Hitler cracher sur la Résistance est intolérable. De telles publications doivent être interdites et leurs auteurs punis.



A LA GARE DE FOS COUSSOL :
APRES LES JOURNÉES D'(IN)ACTION A LA SNCF

Les cheminots veulent des actions de plus grande envergure

Les directions fédérales CGT-CFDT annonçaient le 25 novembre une journée d'action pour le 2 décembre, sans tenir compte de l'avis des cheminots qui, dans leur ensemble, se sont prononcés à plusieurs reprises contre les grèves de 24 heures (18 000 cheminots avaient signé une pétition où ils s'engageaient pour l'action).

A Fos Coussoul il fut décidé en réunion le 1er décembre d'envoyer une lettre ouverte de syndiqués CGT-CFDT et de non-syndiqués aux fédérations CGT et CFDT. Le 2, pour la première fois à Fos, la grève n'a pas été suivie à plus de 95 % mais entre 30 et 50 % — suivant que l'on compte l'effectif total ou les présents —, pour la première fois des syndiqués CGT combattifs montraient leur désaccord avec la direction fédérale. Parmi les grévistes, le cœur n'y était pas, sachant d'avance que l'efficacité de cette journée serait nulle.

Voici le texte intégral de la LETTRE OUVERTE AUX FÉDÉRATIONS CGT ET CFDT DES CHEMINOTS.

Les cheminots de la gare de Fos Coussoul, syndiqués CGT, CFDT et non-syndiqués, ont tous signé le manifeste pour la revalorisation du métier de cheminot portant notamment sur :

— Salaire mensuel minimum de 1 700 F ;

— Augmentation du salaire mensuel de 400 F pour tous ;

— Suppression des zones de salaires.

N'en étant en aucune façon responsables, ils subissent, comme tous les cheminots, le poids de la crise que la direction de la SNCF leur fait porter : salaires de misère, compression des effectifs, suppression d'emplois, etc.

Cet état de chose doit cesser !

Comme ils l'ont déjà dit, ils se déclarent prêts à manifester leur volonté de faire aboutir leurs revendications par des actions de grève au plan national. A plusieurs reprises cependant, ils ont manifesté leur désaccord avec des grèves de 24 heures : l'expérience de ces dernières années a démontré que celles-ci ne peuvent faire aboutir les revendications : en effet tous les trains de marchandises, les trains compets en particulier, circulent soit avant, soit après la grève : l'économie de l'état capitaliste n'est absolument pas touchée : les cheminots, quant

à eux, perdent une journée de salaire «pour la gloire».

A Fos Coussoul ils savent par des rencontres et des discussions avec d'autres cheminots que l'état d'esprit par rapport à ces grèves de 24 heures est le même partout : les cheminots veulent des actions de plus grande envergure qui touchent réellement la direction SNCF et l'amènent à satisfaire les revendications en créant un rapport de force favorable aux travailleurs : à Fos Coussoul ils sont prêts à engager une telle action.

Ils demandent donc que l'avis des cheminots, premiers concernés, soit pris en considération et que la démocratie syndicale soit respectée dans les organisations.

La direction SNCF qui nous lamente « tente de faire tomber notre combativité et notre mécontentement en octroyant quelques points PEUT ET DOIT SATISFAIRE NOS JUSTES REVENDICATIONS.

Seule une action conséquente pourra la faire plier. Les cheminots de la gare de Fos Coussoul

Ensuite il a été décidé une grève de 48 heures les 17 et 18 décembre, tandis que les autres gares de la région (Marseille, Miramas

— étaient en grève le 16 pour 24 heures. Le 17 au matin, on pouvait voir, aux abords de la gare de Fos plusieurs bombages appelant à la lutte et à l'unité. Alors que la direction CGT suivie par celle de la CFDT — ne respecte pas le désir des cheminots combattifs, les mécaniciens de route de Miramas disent « Posons le sac et ne reprenons que lorsque nous aurons satisfaction ».

Les directions CGT-CFDT prêchent le défaitisme, refusent de lancer un mouvement susceptible d'entraîner des autres syndicats, cassent la combativité par plusieurs grèves successives de 24 heures.

Contre les travailleurs chacun a son rôle : la direction « concède » d'infimes augmentations pendant qu'elle supprime des milliers d'emplois, les directions syndicales ouvertement de collaboration de classe signent des accords avec la direction, et les directions CGT-CFDT font semblant de les critiquer pour mieux tromper les travailleurs.

L'idée que la classe ouvrière peut chasser les capitalistes et leurs défenseurs de « gauche » commence à germer et à faire trembler les défenseurs de ce système pourri.

Correspondant H.R.

la France des luttes

Toulouse GREVE AU RESEAU TELEPHONIQUE

C'est une entreprise multinationale de téléphone qui regroupe 150 employés éparpillés en différentes agences (Albi, Carcassonne, Toulouse, etc.).

Le personnel en grève depuis 5 semaines est celui du service technique de Pinsaguel. Il lutte contre le licenciement de leur délégué syndical CGT, licenciement accordé par l'inspection du travail. La faute grave invoquée (non respect des horaires) a été en fait montée de toute pièce.

Ce licenciement n'est en effet pas un cas isolé mais correspond à une volonté délibérée de frapper les plus combattifs.

Le licenciement a été annoncé le 5 novembre et le 17 les travailleurs se mettaient en grève. Cette grève est dirigée par l'Assemblée générale des grévistes.

Dès la première semaine, appel à la solidarité des travailleurs de Toulouse par voie syndicale et par relations. Un premier gala de soutien a eu lieu à la MJC du pont des Demoiselles lors de la deuxième semaine de grève. L'organisation de diffusion de tracts et de collectes sur les entreprises a été mise sur pied.

Un des côtés positifs de la grève a été de permettre aux ouvriers de se connaître, de discuter et de prendre conscience collectivement.

La grève se poursuit également sur des revendications spécifiques en particulier sur les conditions de travail.

La lutte continue !

Article rédigé par des grévistes et le correspondant H.R. lors du deuxième gala de soutien à Muret

SNECMA CORBEIL De nouveau la CGT licencie

Décidément les dirigeants CGT ne se sentent plus... Après avoir voté avec le patron le licenciement de deux délégués CFDT à l'usine Chauvin d'Ivry et dans d'autres usines également, ces « messieurs » qui prétendent si bien défendre les travailleurs et parlent tant de « démocratie » et de « liberté », viennent une fois de plus de licencier 4 travailleurs du Comité d'établissement de la SNECMA Corbeil.

Les dirigeants CGT et ceux de FO, licencient ces travailleurs parce qu'ils « pensent mal » ! Ils ne sont pas adhérents à leur syndicat, mais à la CFDT. Le vote sur ces licenciements (en date du 18-12-75) est le suivant : Pour : CGT, 4 ; FO, 2 ; contre : CFDT, 2 ; sans appartenance, 1.

Mais non contents de cela, les responsables de la CGT et FO veulent le faire dans les pires conditions qui soient : ils veulent les licencier pour « essai non satisfaisant ». Alors que la convention métallurgie prévoit que l'essai a une durée d'un mois, ces travailleurs avaient entre 2 mois et demi et 7 mois et demi de présence. La convention pour les travailleurs à l'essai n'étant pas considérée juridique-

ment comme un licenciement, cela a pour effet de les priver de toute indemnité de licenciement, de tout préavis et de toute préention à l'indemnité pour chômage économique (90 % du salaire pendant un an).

Ces travailleurs ont été avisés qu'ils n'étaient plus payés depuis le 18 décembre (alors qu'ils n'ont même pas reçu la lettre recommandée les informant de leur licenciement).

Actuellement, ils se battent pour conserver leur emploi, et le soutien s'organise : des pétitions circulent et des collectes. Les travailleurs ne comprennent pas ces licenciements et un comité de soutien s'est créé où se retrouvent des syndiqués de toute tendance et des non-syndiqués.

Dans un tract du comité de soutien il est dit : « Et ce sont des élus des travailleurs qui ont pris cette décision. C'est-à-dire "nos" représentants. Pour qualifier ce qui se passe, nous ne trouvons qu'un seul mot. C'est dégueulasse ! »

Ils appellent à l'action de soutien et à verser au compte chèque postal N° 31 97639 La Source, Mme J. Mosnier en précisant « Pour les licenciés ».

SOMAFER A FOS

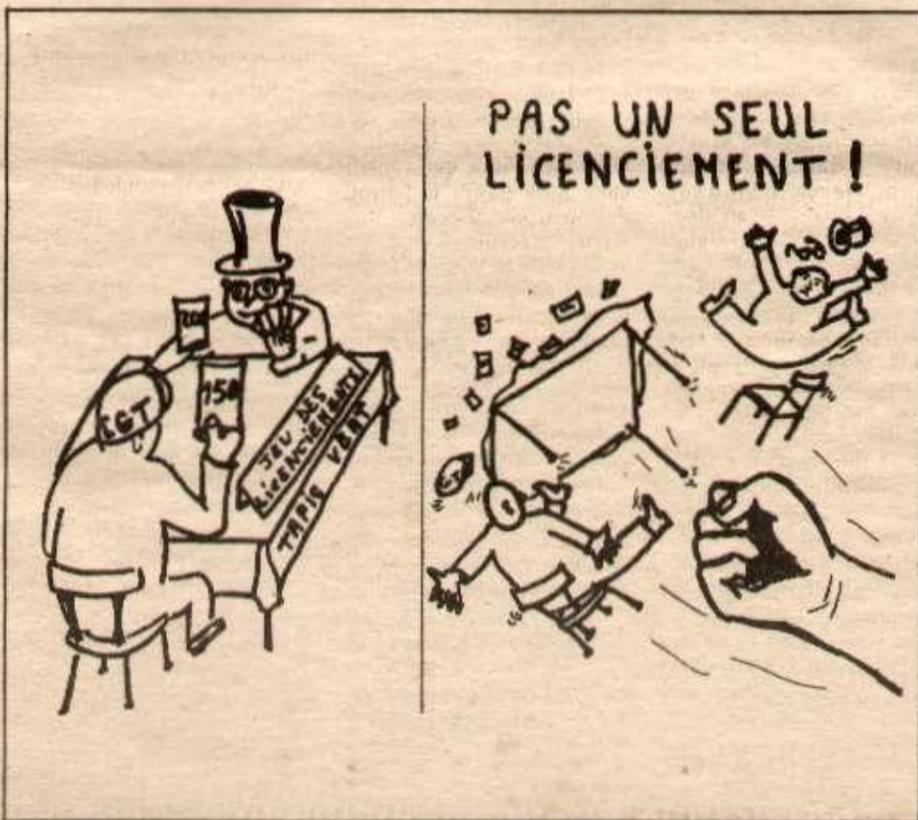
Seule la lutte paiera

A Somafer, entreprise de sous-traitance à Solmer, employant 250 ouvriers, la grève a été décidée par le personnel après le licenciement d'un délégué CFDT, alors que des licenciements collectifs « pour réduction d'activité » étaient annoncés.

La grève commencée le 22 décembre est largement prise en main — organisation et popularisation — par les ouvriers eux-mêmes.

Suivie à plus de 90 %, les grévistes se préparent à une lutte longue et difficile.

Correspondant H.R.





la France des luttes

Renault-Billancourt

CONTRE LES BRIMADES ET L'ACCELERATION DES CADENCES

(Suite de la page 1)

Qu'en est-il maintenant ? Les révisionnistes, à la tête de la CGT, ont mobilisé toute leur troupe et leurs efforts, pour détourner les revendications premières des ouvriers des presses (jusqu'à les faire oublier) en revendications purement salariales : intégration de la prime de risque au salaire de base ; garantie de salaire et, depuis la nuit de Noël, réintégration des outils.

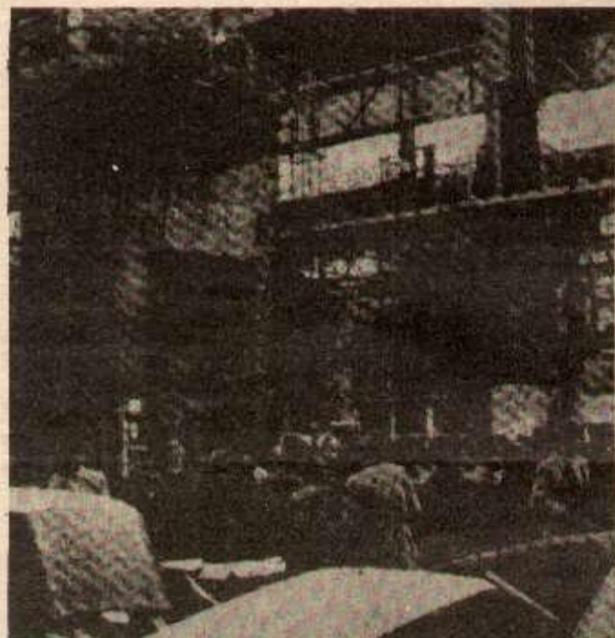
hors de l'usine dans un entrepôt de Vitry, Ets. Zuconi, 77, quai Jules Guesde, à l'aide d'énormes camions. Alors qu'ils en furent avertis à temps par des travailleurs de l'entretien (d'après leurs dires) de garde à la centrale, située à l'autre extrémité de l'île Seguin.

Une «force révolutionnaire» qui se désintéresse totalement de la lutte des

remement pour s'opposer au licenciement d'un ouvrier. On sait aussi que la CFDT, dans certains secteurs, est de plus en plus appréciée et que le succès qu'elle a obtenu à Renault-Cléon risque fort de se produire à Billancourt.

C'est pourquoi les révisionnistes sont prêts à n'importe quelle mise en scène. Aussi n'est-il pas impossible qu'ils poussent la grève aux presses jusqu'aux élections, en en faisant une action spectaculaire, quitte à la saborder après.

Les communistes ml de l'usine



L'atelier des presses 1.2.50.

Ils prennent ainsi en main le mouvement, l'étendent aux autres équipes, et espèrent se redonner l'image, tant oubliée, de la «force révolutionnaire» qu'ils prétendent être. Une «force révolutionnaire» qui peut mobiliser une centaine de militants pour une conférence de presse, mais absolument personne au moment où les énormes matrices des grandes presses sont emportées

ouvriers du Bas-Meudon. Car ces travailleurs, qui en sont à leur première grève, n'en démordent pas : ils ne reprendront pas le travail tant que la mutation officielle du contremaître ne sera pas obtenue. Et pour les révisionnistes, ce serait contradictoire de soutenir une telle lutte, alors que leur objectif est de gagner à eux le personnel d'encadrement et les éléments haut placés, dans leur stratégie d'arriver au pouvoir.

Une «force révolutionnaire» qui détourne les yeux quand les grévistes des presses décident de rencontrer les grévistes du Bas-Meudon pour discuter de leur lutte et les soutenir en manifestant avec eux et en appelant les autres travailleurs du Bas-Meudon à débrayer par solidarité.

Une «force révolutionnaire» qui doit apparaître comme telle, seulement à 15 jours des élections des DP (délégués du personnel). Et pour cause, le blason a sérieusement besoin d'être redoré : on se souvient trop bien des appels à la reprise du travail en mars 75 lancés par les révisionnistes alors que 17 travailleurs étaient toujours licenciés. On sait aussi que ce n'est pas à la CGT que les grévistes du 74 44 ont fait appel dernièrement.

CROIZILLE (Haute-Vienne)
Pour la revalorisation du statut de mineur
GREVE DES MINEURS D'URANIUM

En grève depuis le 5 décembre 1975 pour la revalorisation du statut de mineur et pour des avantages en nature, la quasi totalité des mineurs d'uranium de la division de la Croizille (Haute-Vienne) ont décidé de continuer la grève. Deux autres bassins miniers du CEA-Vendée et Forez sont également en lutte. Tous ont décidé que tous ensemble ils iront à la victoire et ne redescendront dans la mine que lorsque satisfaction leur sera donnée.

A L'AGENCE CHAFFOTEUX ET MAURY DE SAINT ETIENNE

LES TRAVAILLEURS SONT DETERMINES A LUTTER

Nous reproduisons ci-dessous la lettre que nous a adressée la section syndicale CFDT, expliquant la situation dans cette société qui a amené les travailleurs de l'Agence de St-Etienne à engager l'action.

▼ ▼ ▼

La société Chaffoteaux et Maury comprend : une usine de fabrication à St-Brieuc (chaudières, chauffage, pièces de rechange) ; des sociétés commerciales régionales, sociétés qui sont chargées de vendre le matériel Chaffoteaux et Maury ; des sociétés de service après-vente qui sont chargées de l'entretien et du dépannage du matériel Chaffoteaux et Maury.

Ces différentes sociétés sont autonomes — avec leur capital propre — elles ont à leur tête un directeur régional, et sont rattachées à la direction générale qui a son siège à Paris.

Cette organisation est bien faite pour empêcher que les travailleurs ne soient une force menaçante pour les profits du trust (sur la région Rhône, 24 employés divisés en 4 agences).

A St-Etienne c'est un service après-vente qui dépend de la direction régionale de Lyon. Ce service est composé de 7 dépanneurs, 1 secrétaire, 1 magasinier, 1 chef.

Depuis un an le chef fait marcher les travailleurs à coup de prime, ex. : si le dépanneur n'encaisse pas suffisamment d'argent chez le client, menace de faire

sauter la prime de qualité : il n'a aucune capacité d'organisation et de gestion, il cherche à diviser les travailleurs dans son intérêt et dans celui de la société dont il est le sbire docile.

En plus de l'attitude corrosive du chef, les salaires sont calculés au plus bas, ex. : pour 195 h par mois : 1 480 F net pour la secrétaire.

La standardiste vient d'être abusivement mutée, sans motif valable. Face à cette situation qui menace d'empirer, les travailleurs sont déterminés à lutter pour leurs revendications : 200 F pour tous ; réintégration de l'employée mutée ; mutation du chef ; refus de voler la clientèle.

Toute la section syndicale CFDT



Il y a un an 42 mineurs trouvaient la mort à Liévin

NOMBREUSES MANIFESTATIONS A LA MEMOIRE DES VICTIMES

Dans les familles et chez tous les travailleurs du bassin minier, mêlée de douleur, la colère gronde contre la bourgeoisie qui tente de recouvrir la catastrophe du voile de l'oubli.

Le 27 décembre 1974, une explosion due au grisou coûtait la vie à 42 mineurs de Liévin...

C'est la rage au cœur que l'ensemble de la population

du pays noir a vécu le premier anniversaire de cette catastrophe.

De nombreuses manifestations ont eu lieu dans tout le bassin houiller du Pas-de-

Calais et à Liévin même. Tous les mineurs ont cessé le travail dans la matinée. Une minute de silence a été observée et les noms des 42 victimes ont été énoncés un à un sur les lieux de travail.

Dans l'après-midi, des délégations des syndicats de mineurs ont déposé à Liévin des gerbes et ont donné lecture d'une motion réclamant que dans tout le bassin minier, des mesures nouvelles soient prises à tous les niveaux pour assurer réellement l'hygiène et la sécurité du travail.

Le conseil municipal de Liévin lui-même a adopté, au cours d'une réunion extraordinaire, une motion dans laquelle il déclare ne pouvoir imputer la catastrophe à la «fatalité» et où il demande que le jour soit enfin fait sur les causes de cette catastrophe et que l'enquête dise publiquement qui en porte la responsabilité.

L'on sait en effet qu'officiellement les responsabilités n'ont jamais pu être déterminées. A ce propos, ainsi que devait l'indiquer une conférence nationale de la Fédération des mineurs CFDT tenue le 18 décembre dernier et dont l'objet était

de faire le point publiquement sur tous les éléments du dossier qui sont en sa possession, il est permis de se demander si la bourgeoisie n'espère pas voir l'oubli s'installer sur cette catastrophe.

Car enfin, pourquoi l'enquête piétine-t-elle ? Pourquoi semble-t-elle s'enliser ? Pourquoi le juge Pascal a-t-il été dessaisi du dossier ? Pourquoi le premier Ministre refuse-t-il toujours la constitution d'une commission nationale d'enquête ? Pourquoi le Service des mines s'est-il empressé de déposer un rapport qui se caractérise par une démarche tendant à accréditer contre toute évidence la thèse de la fatalité ? Pourquoi cela ? N'est-ce pas tout simplement parce que certains enquêteurs, comme le juge Pascal, étaient tout proches de la vérité ? Si la bourgeoisie craignait pas que le verdict tombe, implacable, accusant preuves à l'appui les Houillères, agirait-elle ainsi ?

Il est faux de dire qu'aucun élément n'est venu éclaircir les raisons de ce coup de grisou. La conférence nationale de la CFDT réunie le 18 décembre 1975 prouve le contraire. Nous aurons l'occasion d'y revenir prochainement.

Saint-Nazaire : Chantiers de l'Atlantique
2 OUVRIERS TUES EN 4 JOURS

Voici peu de temps, une explosion éclatait à bord d'un méthanier en achèvement. Quatre ouvriers étaient blessés. L'un d'eux, âgé de 54 ans, devait décéder à l'hôpital quatre jours plus tard.

Le jour même de sa mort, un nouvel «accident» se produisait, provoquant cette fois la mort d'un ouvrier de 41 ans, père de 6 enfants, écrasé par une plate-forme roulante.

Une fois de plus, c'est la loi du profit maximum qui a entraîné la mort tragique de ces deux ouvriers.

Ce n'est pas nouveau aux Chantiers de l'Atlantique puisque la fréquence des accidents est ici en constante augmentation depuis plusieurs années. Elle est passée de 5,8 à 11,2 en l'espace de 6 années.

Dans un communiqué, les dirigeants CGT des Chantiers déclarent s'incliner devant «ces nouvelles victimes du travail».

Victimes du travail ? C'est bien l'idée que voulait aussi faire passer le patron des patrons, Ceyrac, lors d'une récente émission «C'est-à-dire» sur Antenne 2. A une question du présentateur de l'émission, le président du CNPF répondait qu'en définitive la sécurité des travailleurs n'avait jamais été aussi bien assurée qu'aujourd'hui. Il «expliquait» même que si les travailleurs étaient de plus en plus mécontents sur ce plan, c'est qu'ils étaient mal informés et qu'enfin la route faisait bien plus de victimes...

Victimes du travail ? Non, victimes du capital et de son organisation du travail qui fait passer la sécurité des travailleurs bien après le rendement, le profit à tout prix.

Correspondant HR.

LA MORT DE NOTRE CAMARADE ANDRÉ CUISINIER

Tué au cours d'un accident de la route, le 24 décembre 1975, notre camarade André Cuisinier, était né le 3 avril 1945 à Haute-Rivoire, petit village près de Lagny, dans le Rhône.

Ses parents, paysans pauvres prolétarisés, avaient dû quitter la terre qui ne leur permettait pas de nourrir leurs sept enfants. André, le dernier de la famille, avait alors une dizaine d'années. Pour lui permettre de faire des études, ses parents ont dû consentir de très gros sacrifices ; son père travaillait chez Berliet, sa mère faisait des ménages. C'est de ses origines prolétariennes que venait sa révolte très vive contre l'exploitation et la misère qu'il avait vécues pendant son enfance et son adolescen-

Intellectuel resté fidèle à ses origines de classe, il ne tarde pas à prendre conscience de l'entreprise erronée que constitue l'UJCM, expression du mouvement révolutionnaire rassemblant des petits bourgeois amis de la Chine.

En 1968, sur la base d'une auto-critique approfondie, il rejoint les rangs du Parti d'avant-garde de la classe ouvrière de notre pays, le Parti communiste marxiste-léniniste de France (PCMLF), dont il était membre depuis. A plusieurs reprises il devait y assurer des responsabilités de cadre.

Au moment de sa mort il travaillait comme bibliothécaire documentaliste au lycée de Noisy-le-Sec et militait à la cellule de Noisy-le-Sec du PCMLF.

tant chevronné. Son savoir, son expérience, son travail n'en étaient que plus précieux pour nous, ses camarades.

Pendant ces mois où nous avons étudié, réfléchi, lutté ensemble, nous avons eu tous maintes fois l'occasion d'apprécier les qualités d'André. André était remarquable par son dévouement ; il s'efforçait toujours de remplir de son mieux les tâches dont la cellule le chargeait et pour nombre desquelles souvent il se proposait, aussi ingrates fussent-elles. C'est à André que revient pour une très large part le mérite d'avoir mis sur pied le cercle JCMLF Nguyen Van Troi. Dévoué, André l'était aussi lorsqu'il s'agissait d'apporter une aide, de rendre un service à celui ou celle, mem-

souvent lui qui créait, qui entretenait la bonne humeur. André était un militant conscient de ses faiblesses, de ses défauts, de ses insuffisances. Mais son attachement au Parti, sa confiance dans le Parti l'encourageait toujours à les surmonter, à les corriger.

André était loin d'avoir donné le meilleur de lui-même et nous avons beaucoup à apprendre encore de lui, avec lui. Sa mort nous fait mal, très mal. Mais elle ne peut anéantir la force, l'esprit, l'espoir qui animaient notre camarade. Et nous savons qu'il n'est d'autre façon d'honorer sa mémoire, de maintenir toujours vivante sa présence à nos côtés que de poursuivre le combat auquel il a consacré sa vie.



ce. C'est dans son origine de classe qu'il puisait le ressort de sa volonté de combat révolutionnaire.

Normalien à l'ENS de St-Cloud, il commence en 1965 ses études de philosophie. Il est alors adhérent à l'UEC avant d'adhérer au PCF à Saint Cloud.

Il en sera exclu en 1966 pour son indéfectible soutien à la politique du Parti communiste chinois, au moment où se développe la Grande Révolution culturelle prolétarienne en République populaire de Chine. C'est aussi sur le juste mot d'ordre « FNL vaincra » qu'il milite alors pour le soutien à la lutte du peuple vietnamien. C'est pour ces deux raisons qu'il sera exclu du parti révisionniste.

André participe alors à la création de l'Union des Jeunes Communistes Marxistes Léninistes (UJCM) dont il deviendra l'un des dirigeants. A la même époque, il est un militant actif de l'UNEF et est élu vice-président du Bureau national de l'UNEF à Grenoble. Un peu plus tard il sera l'un des fondateurs et dirigeants des « Comités Vietnam de base ».

Tous ses camarades n'oublieront jamais sa fidélité et son attachement à son parti, le parti de la classe ouvrière. Même au travers des « crises » et des difficultés, il a toujours su faire preuve d'une grande ténacité dans l'accomplissement des tâches qui lui étaient confiées. Sa certitude de la victoire de la classe ouvrière et de son parti étaient inébranlables. Nous en garderons précieusement la mémoire.

Notre camarade André Cuisinier, « Dédé » comme l'appelaient affectueusement ses camarades, restera vivant au cœur des luttes et des combats de la classe ouvrière de France.

LA CELLULE 18 MARS DU PCMLF REND HOMMAGE A ANDRÉ CUISINIER

Nous avons reçu de la cellule du 18 mars du PCMLF dans laquelle militait André Cuisinier, la déclaration suivante :

André appartenait à notre cellule depuis un an seulement. Mais son adhésion au Parti remonte à plusieurs années déjà. André était un mili-

bre de la cellule ou non, qui, poussé par une difficulté, un problème quelconque, le lui demandait. Et d'ailleurs, André n'attendait pas toujours qu'on le lui demande. Quand il fallait véhiculer quelqu'un, aider quelqu'un à résoudre un problème personnel, garder un enfant (lui-même avait une petite fille à laquelle il tenait beaucoup), André était souvent là, sur qui l'on pouvait compter.

André était remarquable aussi par sa franchise, son honnêteté. S'il n'approuvait pas quelque chose, si quelque chose ne lui semblait pas clair, André n'hésitait pas à le dire ouvertement. Mais il ne manquait pas non plus de reconnaître ses erreurs lorsqu'il réalisait qu'il en avait commis. André s'efforçait de combattre l'esprit de suivismisme sans que jamais, tout au long de ces mois, nous ayons eu à lui reprocher un quelconque acte d'indiscipline. André avait son franc parler qui rendait les discussions parfois vives mais toujours constructives.

André était d'une grande simplicité. Et en dépit de certains problèmes personnels, c'était



Cecile Nguyen Van Troi
Noisy-le-Sec
de la JCMLF

Les jeunes communistes marxistes-léninistes du cercle Nguyen Van Troi présentent à la famille de notre très cher camarade et ami André, leurs condoléances, les plus fraternelles.

En hommage à sa mémoire, nous, jeunes communistes, nous engageons à persévérer dans la voie qu'il nous a tracée et à réaliser son idéal.

Sa vie exemplaire de communiste nous inspirera toujours dans nos luttes à venir.

Camarade André, tu seras sans cesse à nos côtés.

Noisy-le-Sec
Le 27 décembre 1975
Les jeunes communistes marxistes-léninistes du cercle Nguyen Van Troi

informations

A l'initiative du Groupe de soutien aux travailleurs immigrés

LA FETE DE L'IMMIGRATION A SAINT-ETIENNE A ETE UN SUCCES

Organisée à l'initiative du Groupe de soutien aux travailleurs immigrés, une fête de l'immigration a eu lieu récemment à Saint-Etienne. Elle a connu un vif succès. Elle illustre parfaitement les profonds désirs d'unité qui existent chez les travailleurs français et immigrés, parfaitement aussi le courant qui se renforce sans cesse en faveur de la nécessaire unité entre les peuples du second monde et ceux du vaste tiers monde. Un travailleur immigré nous a écrit pour nous parler de cette grande fête.

Au moment où la crise s'abat sur tous les travailleurs, les travailleurs immigrés, les plus durement touchés, s'organisent, nullement intimidés par les menaces d'expulsion et de chômage.

C'est dans cet esprit de détermination et de volonté d'unité qu'a été organisée récemment à Saint-Etienne par le Groupe de soutien aux travailleurs immigrés (GSTI) une grande fête de l'immigration.

leurs conditions de travail et de logement, etc. Un film, « Laurette et les autres », et un montage de diapositives sur la Tunisie devaient être projetés. Un groupe folklorique tunisien, un chanteur français et un groupe folklorique d'enfants portugais ont suscité la joie et l'admiration de tous.

Cette fête a laissé une profonde impression chez tous les participants. Il y régnait une ambiance chaleureuse et saine, où immigrés et français se côtoyaient, discutaient et se pressaient dans des salles qui devaient s'avérer trop petites pour la circonstance.

Une déclaration devait être faite par un camarade du Groupe de soutien aux travailleurs immigrés dans laquelle ont été repris les principaux objectifs du groupe, à savoir : lutter contre les lois discriminatoires dont sont victimes les immigrés, contre leurs conditions de travail et de logement et pour



Les groupes folkloriques tunisien et portugais ont été très applaudis. Ici les enfants portugais (Photo correspondants HB)

Le GSTI, toujours fidèle à ses objectifs, n'avait pas ménagé ses efforts en vue d'inciter la population immigrée, soumise à un tas de lois discriminatoires et à des brimades perpétuelles, à sortir de son isolement et à lutter.

Cette fête a permis aux immigrés, tunisiens, algériens, marocains, portugais et à tous les autres, de s'exprimer à leur façon et de prouver que eux aussi ont leur civilisation, leur culture, leurs traditions et qu'ils sont prêts à lutter pour les conserver. Non, ils ne veulent pas les renier, comme le voudrait par exemple Djoudj secrétaire d'Etat aux travailleurs immigrés — en facilitant les procédures de naturalisation.

Une exposition de photos décrivait la situation des travailleurs immigrés en France.

leurs droits, les informer de la situation dans leur pays d'origine, œuvrer pour l'unité de la classe ouvrière en France.

Travailleurs français immigrés, même patron même combat, voilà le mot d'ordre qu'ont fait leur tous les participants à la fête de l'immigration de Saint-Etienne.

Un travailleur immigré

TARIFS D'ABONNEMENTS

	Paiement ouvert
1 mois	32 F
3 mois	95 F
6 mois	190 F
Soutien	300 F
	Paiement fermé
1 mois	60 F
3 mois	180 F
6 mois	360 F
Soutien	500 F

CCP - L'HUMANITE ROUGE
GE, No. 3022672
Soutien



sur le front culturel

cinéma

«Adieu poulet»

l'éloge du «bon» flic

Heureusement qu'il existe encore de bons flics, purs et durs, qui exercent un métier où l'abnégation n'est pas un vain mot, où, au-dessus de tout système, et de toute pression, ils essaient de découvrir la vérité : voilà l'impression que le film «Adieu poulet» veut nous donner. Des flics, comme Lino Ventura, il en existe paraît-il des milliers, tous plus généreux, honnêtes les uns que les autres. Ils sont comme cela, par hasard, par «félicité» (?)

Le film se veut être un «duel à mort entre un inspecteur de police et un homme politique». Si on nous montre la «magouille» des politicards de droite

comme de «gauche» et sa facile main mise sur la police, c'est parce que la bourgeoisie ne peut plus cacher ses contradictions. Pour montrer son caractère libéral et démocratique — qu'elle n'a jamais eu — elle feint de critiquer certains aspects secondaires avec des films de ce genre. «La pseudo démocratie moderne n'est rien d'autre que la liberté de prêcher ce que la bourgeoisie a intérêt à voir prêcher...». C'est Lénine qui a écrit cela il y a plus de 50 ans. Cela reste toujours vrai aujourd'hui ; ajoutons que la bourgeoisie est dans un tel état de décomposition qu'elle peut de moins en moins gouverner et craque de partout.

télévision

LA TV AMERICAINE

JOUE LE JEU

DE LA «DETENTE»

La «campagne de Russie» bat son plein pour les trois chaînes de télévision commerciale américaines. «ABC» a remporté la première bataille dont l'objectif est la conquête de Moscou.

Les téléspectateurs de «Bonjour l'Amérique» (Good morning, America), l'émission matinale d'ABC, s'en sont rendus compte, en octobre dernier, lorsqu'ils ont eu droit à dix heures de

«Bons baisers de Russie», une émission sur l'Union soviétique imprégnée de l'esprit de «détente», un panorama sur Moscou qui, selon un article du «New-York Times», «aurait pu venir tout droit des studios d'Intourist, l'agence nationale de tourisme soviétique».

Pendant ce temps, la course aux armements bat son plein du côté américain comme du côté soviétique.

presse

CHINE

De nouvelles œuvres littéraires chinoises pour les enfants



«L'étoile rouge», «La lance à cordon rouge aux champs de bataille», «Hongyu», «L'histoire d'une cour ensoleillée» et «Le nouveau venu s'appelle petit Chetchou», ces cinq romans ont du succès auprès des jeunes lecteurs. Leurs héros sont des enfants. Ils reflètent le nouveau développement de la littérature chinoise pour enfants depuis la Grande Révolution culturelle prolétarienne.

Ces romans ont été réédités en bandes dessinées et diffusés à la radio : trois ont été portés à l'écran.

Les petits héros de ces œuvres sont très populaires parmi les enfants. Dans beaucoup de lycées se déroulent des activités pour se mettre à leur école.

Avant la révolution culturelle, dans le domaine de la création de la littérature pour enfants, la ligne révisionniste de Liou Chao-chi propageait «l'esprit enfantin» et les «goûts des enfants» au-dessus des clas-

ses, dans la tentative d'empoisonner la jeune génération avec l'idéologie, les sentiments et la conception du monde bourgeois. Cette ligne a été critiquée et la tâche de la littérature socialiste enfantine, celle d'éduquer les petits par la pratique de la lutte révolutionnaire, a été réaffirmée.

Les histoires de «L'étoile rouge» et de «La lance à cordon rouge aux champs de bataille» se situent dans les années de guerres révolutionnaires. «L'étoile rouge» évoque la lutte des paysans contre la restauration d'un propriétaire foncier dans un petit village de montagne sur un fond vaste : les changements survenus au début des années trente dans la situation de la lutte de classes de la base d'appui révolutionnaire du Kiangsi alors que les opportunistes étaient au pouvoir dans le parti ; le commencement de la longue marche ; la reprise de la position dirigeante de la ligne révolutionnaire du président Mao lors de la réunion de Tsoungyi et sous sa direction, l'expédition de l'Armée rouge vers le Nord, etc. Le roman met l'accent sur l'importance de la ligne.

Les trois autres romans, sur la vie de la campagne et la vie de l'école après la révolution culturelle, dépeignent la lutte de classes et la lutte entre les deux lignes (bourgeoise et prolétarienne), aigues et complexes pendant la période historique du socialisme. «Le nouveau venu s'appelle petit Chetchou» nous fait savoir que même dans une équipe de gymnastes juniors il existe encore le championisme, la technique avant tout et d'autres idées bourgeoises qui freinent le développement des sports. «Hongyu» et «L'histoire d'une cour ensoleillée» traitent de la lutte de classes dans le domaine de la santé publique et de la médecine des régions rurales et dans le domaine idéologique et culturel : ils dénoncent les moyens par lesquels les classes exploiteuses renversées empoisonnent les enfants, montant en épingle la nécessité d'exercer une dictature intégrale sur la bourgeoisie.



sports

La coupe de football d'Afrique aura lieu chaque année

La finale de la première coupe de football d'Afrique a vu la victoire de l'équipe camerounaise sur celle de Côte d'Ivoire. Le tournoi avait débuté en février dernier. Ont participé à la coupe le Nigéria, la République centrafricaine, du Bénin, du Sénégal, du Togo, du Mali, du Cameroun, de Zambie, d'Égypte, du Libéria, de Côte d'Ivoire, de Tanzanie, d'Éthiopie, de Gambie et du Niger.

Dans l'excellente situation révolutionnaire qui prévaut en Afrique, les sports se développent vigoureusement sur ce continent. La fédération de football d'Afrique a décidé qu'à partir de cette année, la coupe de football d'Afrique aura lieu chaque année. Les champions nationaux de chaque pays africain y participeront dans le but de promouvoir le football en Afrique.

LA CHINE EN CONSTRUCTION de décembre 1975 vient de paraître. Le numéro est consacré aux sports en Chine. 1, 40 F le numéro.

En vente :

Les Herbes sauvages, 70, rue de Belleville, 75020 Paris — La Force du livre, 33, rue Laynaud, 69001 Lyon — Le Sol de la terre, 4, rue Mal Foch, 22000 Saint-Brieuc.

Vu par un de nos lecteurs :

PCF, PRAVDA ET «LIBERTÉS»



LE SOUFFLE

BIENTOT
DEBUT JANVIER LE No 3 DU SOUFFLE

Revue artistique et littéraire des Communistes marxistes-léninistes de France.

Au sommaire :

Espagne : tâches urgentes sur le front culturel
Histoire de la musique prolétarienne en Allemagne sous la république de Weimar
Le cinéma en Albanie
Le PCF et le logement
La littérature palestinienne
La contre-révolution en Hongrie

L'Humanité Rouge

document

UN TEXTE EXCEPTIONNEL
PARU AU NOUVEAU BUREAU D'EDITION*
SUR L'HISTOIRE DE L'ALBANIE DE 1939 A 1944

Quand les hitlériens eurent peur du peuple albanais

«La poudrière des Balkans»... Cette expression qui associe tragiquement cette région de l'Europe du Sud au déclenchement des guerres mondiales demeure lourde de sens encore aujourd'hui. L'Union soviétique, qui dispute le contrôle de la Méditerranée et la suprématie en Europe de l'Ouest aux Etats-Unis, a besoin de s'emparer de cette position stratégique. Elle domine la Bulgarie. Elle multiplie les activités de sabotage et d'espionnage en Yougoslavie. Elle mène un travail de sape en Grèce. Mais dans les Balkans, elle rencontre un os particulièrement dur, l'Albanie socialiste dirigée par le Parti du travail d'Albanie et Enver Hoxha.

Un pays de dictature du prolétariat, un peuple fier, libre et aguerrri, un parti qui combat le révisionnisme, des dirigeants expérimentés, autant d'obstacles sérieux sur lesquels d'autres occupants se sont cassés les dents.

Aussi le document qui vient de paraître au Nouveau bureau d'édition, présente-t-il un caractère actuel même s'il traite de la guerre de libération nationale antifasciste.

On comprendra aisément à la lecture de ce livre pourquoi il faut écouter avec attention ce que disent avec insistance les Albanais sur les préparatifs d'une troisième guerre mondiale et la nécessité de s'y préparer.

Deux mois à peine après avoir occupé l'Albanie, les hitlériens s'étaient persuadés que le peuple albanais était un ennemi mortel de l'Allemagne nazie.

Dans un appel adressé aux Albanais au début de novembre, le commandant en chef des troupes allemandes en Albanie, exprimant son regret de voir que les soldats allemands n'avaient pas été reçus comme des amis et se plaignant de ce qu'ils étaient «l'objet d'attaques quotidiennes», faisait la déclaration suivante : «Jusqu'à ce jour nous avons cru à l'hospitalité et la bonté des Albanais (!!!), mais nous ne pouvons en supporter davantage, nous devons prendre des mesures...». A la même époque, le gouvernement collaborationniste, faisant chorus avec le commandement allemand, déclarait : «En Albanie s'est créée une situation d'insécurité et de désordre. Votre gouvernement (collaborationniste-Red.) a décidé de mettre un terme à cette situation, en confiant aux forces armées (allemandes et contre-révolutionnaires-Red.) la tâche d'agir avec la plus grande rigueur contre ceux qui troubleraient la tranquillité et de l'ordre public...».

PREPARATION DE L'OFFENSIVE ENNEMIE

Les occupants allemands élaborèrent ainsi un plan détaillé d'opérations de grande envergure à mener pendant l'hiver 1943-1944, dans le but de détruire l'Armée de libération nationale et de liquider les conseils de libération nationale et le Parti communiste d'Albanie. Les opérations des Allemands en Albanie s'inscrivaient dans les plans du commandement hitlérien tendant à pacifier les Balkans insurgés. Ces projets visaient à éliminer les dangers dans les arrières du secteur balkanique (Albanie, Yougoslavie et Grèce) et à rendre possible le transfert sur le front de l'Est des troupes se trouvant dans les Balkans. En vue de la grande offensive à

mener contre l'Armée de libération nationale, le commandement allemand d'occupation rassembla 4 divisions et toutes les bandes de gendarmes, de zouaves et de ballistes, qui furent mises sous les ordres du général nazi Lehmann, commandant en chef des troupes allemandes.

A l'époque, l'Armée de libération nationale albanaise comptait dans ses rangs 20 000 combattants encadrés dans des brigades, des groupes et des bataillons réguliers. Les forces de partisans étaient dispersées aux quatre coins du pays et le commandement allemand, ne pouvant engager contre elles des forces importantes, décida de détruire l'Armée de libération nationale petit à petit, par des opérations successives contre les principales bases et zones d'action des partisans. Ce plan était fondé sur la tactique que les occupants allemands employaient aussi dans leur lutte contre les partisans en Union soviétique, en Yougoslavie, en Grèce et ailleurs : l'encercllement des forces de partisans et leur destruction par des attaques concentriques. Ces actions militaires devaient être également accompagnées de mesures de terreur contre la population.

Selon les plans de l'ennemi, l'Armée de libération nationale et les conseils de libération nationale devaient être anéantis en deux ou trois mois.

Les occupants allemands espéraient beaucoup dans le succès de leur plan. Ils fondaient leur conviction sur leur supériorité numérique et sur leur supériorité en technique militaire, sur le fait que les partisans manquaient d'armes, de munitions, de vêtements et de vivres et sur la rigueur de l'hiver dans les montagnes.

Mais les opérations ennemies de l'hiver ne prirent au dépourvu ni l'Armée de libération nationale ni le peuple albanais.

Les opérations menées par l'ennemi pendant l'hiver 1943-1944 se développèrent en chaîne. Le premier maillon en fut l'opération hitlérienne dans la zone de Peze, opération qui fut suivie par toute une série d'attaques dans d'autres régions

LA TERREUR GERMANO-BALLISTE ET LA RESISTANCE DU PEUPLE

Pendant l'offensive d'hiver, l'ennemi fit sévir, sur une large échelle, une terreur féroce contre la population. Les hitlériens enlevèrent de force et pillèrent les biens des paysans, ils mirent le feu à de nombreux villages et massacrèrent en masse hommes, femmes, vieillards et enfants. Les personnes brûlées vives dans leurs maisons et leurs chaumières se comptèrent par centaines. Des milliers d'autres restèrent sous abri pendant cet hiver particulièrement rigoureux.

La terreur exercée par l'ennemi atteignait aussi un degré extrême dans les villes occupées. A Tirana, Korçë, Shkoder, Elbasan, Vlorë, Durrës et dans d'autres villes fut instauré un régime d'exception. Les hitlériens et leurs instruments, les traîtres au pays, arrêtaient des milliers de gens du peuple et les expédiaient dans les camps d'extermination de Prishtinë, Buchenwald, Mauthausen, Dachau, Auschwitz, Majdanek et ailleurs, où la plupart d'entre eux trouvèrent la mort.

Entre-temps, dans la nuit du 4 février 1944, la population de la capitale fut l'objet de mesures de terreur des plus féroces. Les fascistes allemands et leurs instruments albanais, conduits par le capitaine Lange, terrorisèrent les habitants de Tirana, maltraitèrent des centaines de citoyens, violèrent les femmes et tuèrent sur le pas de leur porte, dans les rues ou dans les fossés, 84 personnes, hommes, femmes et enfants. Ce jour-là, le journal «Bashkimi i Kombit», organe du gouvernement collaborationniste, écrivait dans son éditorial, intitulé «Le sang appelle le sang» : «Le sang est un traitement radical pour les infectés. Si nous voulons rétablir la tranquillité, le sang doit couler à flots dans les rues de Tirana. Un jour de terreur garantit 10 années de tranquillité (...).»

La terreur sauvage de l'ennemi, la crainte de la faim et de la misère, les grandes et multiples souffrances ne réussirent pas à détacher le peuple du Parti communiste et du Front de libération nationale, elles ne parvinrent pas à abattre son inflexible volonté de lutter et sa foi en la victoire. Cette terreur sauvage n'assura pas un seul jour de tranquillité à l'ennemi. Le peuple se lia encore plus à son Parti et à son Armée de libération nationale. Dans un tract lancé le 28 février, à l'occasion d'un nouveau massacre de la population de Tirana, perpétré par les fascistes, le Conseil de libération nationale invitait la population à resserrer ses rangs et à accroître son aide aux conseils et à l'Armée de libération nationale, aux partisans et à tous les patriotes. «La terreur de la Gestapo et des traîtres, était-il dit dans ce tract, ne pourra jamais étouffer l'ardeur des héros ni éteindre la flamme de la liberté en Albanie. Le monde entier est avec nous.» Après les incendies et les massacres perpétrés par les fascistes allemands et les ballistes à Boboshtice (Korçë), les habitants de ce village adressèrent au commandement partisan de la région une lettre dans laquelle il était dit, entre autres : «La population de notre village a souffert le martyre, mais comme toujours, elle est restée inébranlable, la tête haute et pleine de confiance en la victoire prochaine.» Quant aux femmes albanaises, voici comment elles répondirent aux ennemis lors des actes de terreur fasciste du 4 février à Tirana : «Rappelez-vous, assassins, responsables du carnage du 4 février, que les hommes et les jeunes gens que vous avez cruellement massacrés ont des mères, des sœurs, des épouses, des enfants qui vous poursuivront jusqu'au bord de la tombe, pour reprendre le sang de leurs êtres les plus chers.»

